



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Intégration de Mayotte à la Commission de l'Océan Indien

Question au Gouvernement n° 1609

Texte de la question

INTÉGRATION DE MAYOTTE À LA COMMISSION DE L'Océan Indien

Mme la présidente . La parole est à Mme Estelle Youssouffa.

Mme Estelle Youssouffa . Ma question s'adresse au ministre des affaires étrangères. La France prendra le 8 juin la présidence de la Commission de l'océan Indien. Cette organisation régionale réunit depuis 1984 Madagascar, les Seychelles, l'île Maurice, les Comores et la France, au nom de La Réunion.

Oui, Mayotte est exclue de la COI : Paris s'est amputée de son département sur veto des Comores, qui ne reconnaît pas Mayotte française. Oui, Paris s'incline scandaleusement face à Moroni, alors que notre pays est le premier contributeur de la COI, alors que nos impôts, dont les impôts des Français de Mayotte, contribuent aux centaines de millions d'euros qui financent cette organisation, dont Mayotte est exclue.

Lors du sommet de la COI, l'an dernier, le président de la République a rappelé que l'intégration de Mayotte à la COI constituait une priorité. Réplique du président Azali comparant le président Macron à Louis de Funès : « Mayotte est comorienne. » Silence de la France.

Monsieur le ministre, utiliserez-vous la présidence française de la COI pour enfin imposer Mayotte ? Ferez-vous enfin admettre que la France dans l'océan Indien, c'est La Réunion et Mayotte, et que Paris ne transige pas avec sa souveraineté ?

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Noël Barrot, *ministre de l'Europe et des affaires étrangères* . Madame la députée, je veux d'abord saluer votre engagement inlassable au service de Mayotte et affirmer que l'intégration de Mayotte dans la Commission de l'océan Indien sera une priorité de la présidence française, qui commencera le 8 juin. La ministre déléguée Éléonore Caroit se rendra à Moroni pour le rappeler, dans la continuité du sommet d'avril 2025 au cours duquel le président de la République avait réaffirmé cet objectif.

Pour cette intégration, l'accord de l'ensemble des membres de la COI est nécessaire – nous ne décidons pas à leur place. Nous déployons pour cela un dialogue exigeant et une diplomatie pragmatique.

Au-delà de la COI, le gouvernement, sous l'autorité du premier ministre, fait de l'intégration de Mayotte dans son environnement régional, au sens large, une priorité. Grâce à notre mobilisation, mais aussi à la vôtre, nous obtenons des résultats tangibles, dans la relation avec le Kenya, par exemple, suite au déplacement conjoint du ministre délégué et de son homologue kényan en 2025 sur l'île, et à l'occasion du sommet Africa forward, où une large délégation mahoraise était présente.

En mars 2024 et en avril 2025, deux conventions ont été signées, par lesquelles l'État, et en particulier le Quai

d'Orsay, soutient la collectivité mahoraise dans son action extérieure. D'ailleurs, des agents de la collectivité sont intégrés aux ambassades de la région.

Les fonds européens, en particulier le programme Interreg, nous permettent de développer des partenariats entre Mayotte et le Mozambique. Enfin, dans une situation telle que le cyclone Chido, tout le réseau diplomatique de la région s'est mobilisé pour venir en soutien aux autorités sur l'île.

Mme la présidente . La parole est à Mme Estelle Youssouffa.

Mme Estelle Youssouffa . J'espère que la ministre déléguée abordera aussi, lors des discussions avec les Comores, le sujet des Jeux de l'océan Indien. Les athlètes mahorais y participent, sans pouvoir arborer le drapeau tricolore ni chanter *La Marseillaise*, là encore sur veto de Moroni et aux frais de la France.

Mayotte n'acceptera pas une nouvelle humiliation avec l'aval de notre gouvernement. Le Quai d'Orsay pratique depuis des décennies l'à-plat-ventrisme et la soumission face aux délires des Comores. Ça suffit ! Dialoguer, discuter... il faut enfin agir !

Paris doit recouvrer sa dignité et son orgueil face aux Comores, qui revendiquent Mayotte, pratiquent le chantage migratoire et organisent le trafic des êtres humains en se gavant de l'aide publique française – les Comores, cet État parasite et voyou qui offre ses pavillons de complaisance à la flotte pirate de trafic de pétrole russe.

Monsieur le ministre, la mission du Quai d'Orsay est la défense de la France. Mayotte est française depuis 1841. Défendez-nous ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LIOT, RN et UDR. – MM. Michel Barnier et Karl Olive applaudissent également.*)

Données clés

Auteur : [Mme Estelle Youssouffa](#)

Circonscription : Mayotte (1^{re} circonscription) - Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1609

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 juin 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 3 juin 2026